

**-Un an après, la crise du covid a-t-elle transformé l'économie française ?**

C'est la première crise économique née non des dysfonctionnements de l'économie ou de la finance, mais de la volonté de sauver des vies. Le confinement a affecté très rudement notre économie, provoquant la récession la plus sévère depuis 1945. L'activité a baissé de 8% en 2020; mais elle devrait rebondir de + 5% cette année avant de revenir au niveau préCovid mi-2022. Plutôt que de simplement redémarrer à l'identique, il faudrait utiliser cette crise pour accentuer les transitions numérique, écologique et des qualifications professionnelles.

**-Les Etats ont réagi en gonflant les déficits publics et la dette...**

Et ils ont eu raison ! J'explique dans mon livre comme les interventions massives des banques centrales et des Etats étaient nécessaires pour amortir ce choc énorme. Cette stratégie motivée par la solidarité a même permis de préserver en moyenne le pouvoir d'achat des Français en 2020. La hausse de la dette publique, passée de 100% à 120% du Produit intérieur brut (PIB), a donc été justifiée.

**-Faut-il vraiment la rembourser ?**

Annuler la dette française détenue par la Banque centrale serait incompatible avec l'euro, et ne ferait que transférer la perte dans les comptes de la Banque de France, qui appartient à tous les Français. On n'aurait donc rien gagné. Il faudra rembourser, mais en combinant trois leviers : le temps, en nous donnant un cap de désendettement sur dix ans ; la croissance, qui apportera des recettes ; et l'efficacité des dépenses publiques, qui doivent être moins orientées vers le fonctionnement que vers l'investissement et les dépenses du futur, comme l'éducation, la recherche, l'apprentissage.

**-Le niveau des dépenses publiques est-il un problème ?**

La France détient le record mondial du taux de dépenses publiques, avec 55,6 % du PIB (contre 45% en moyenne dans la zone euro, NDLR), pour une protection sociale et un niveau d'inégalités qui ne sont pas meilleurs que nos voisins

d'Europe du Nord par exemple. Je crois à notre modèle social, mais avec des coûts moindres. Or, nos dépenses hors Covid continuent d'augmenter de plus de 1% par an, hors inflation ! Si nous limitons cette hausse à 0,5%, nous commencerions enfin à nous désendetter. On peut réformer les services publics, comme nous l'avons fait à la Banque de France, qui a baissé ses dépenses de 3% par an tout en augmentant ses services.

**-Faut-il augmenter les impôts pour rembourser la dette ?**

Ni hausse, ni baisse : je prône la stabilité fiscale. La fiscalité change beaucoup trop souvent en France. Après la crise de 2008-2010, qui avait creusé les déficits publics, l'Etat avait trop vite relevé les impôts, ce qui avait freiné la reprise. Il faudra éviter cette erreur au sortir de la crise actuelle. Mais arrêtons aussi de faire des baisses d'impôts non financées, qui creusent les déficits et la dette.

**-Selon l'économiste américaine Stéphanie Kelton (lire p. xx), on ne devrait pas se soucier de la dette ni du niveau des dépenses publiques, notamment quand il n'y a pas de risque d'inflation, comme aujourd'hui. Qu'en pensez-vous ?**

Je ne crois pas aux remèdes miracles en matière de finances publiques. Une banque centrale doit toujours veiller à éviter un possible retour de l'inflation, car c'est ainsi qu'elle protège la confiance du public envers la monnaie. L'inflation serait une maladie économique et sociale grave: une monnaie fondante pénalise au bout du compte toujours les plus faibles, comme on le voit au Liban et en Argentine notamment.

**-Dans votre livre, vous notez « l'échec du néolibéralisme », qui a suscité nombre de crises financières depuis les années 1980, et vous plaidez pour une économie au service d'une « vision humaine ». Quelle est-elle ?**

L'économie est un moyen efficace, pas une fin en soi. Le marché et le libre commerce sont des stimulants nécessaires mais ne suffisent pas. La croissance doit être sociale et, aujourd'hui, écologique, face au réchauffement climatique. D'où l'importance de promouvoir notre modèle européen, intégrant le bien commun, face aux modèles américain et chinois notamment, où ces enjeux collectifs et éthiques sont minorés. La crise de la covid donne à notre modèle encore plus de portée pour le XXIe siècle.

Propos recueillis par Frédéric Niel

\*Retrouver confiance en l'économie, Ed. Odile Jacob, 216 p. ; 21,90 €